

le changement ? c'est nous qui le ferons !

Les travailleurs et travailleuses subissent des plans de licenciements en cascade, et pour certains la fermeture de leurs boîtes. Chômage pour les uns, stress et exploitation accrue pour celles et ceux qui restent.

Pourquoi ?

Les actionnaires réclament toujours plus de dividendes pour augmenter leurs profits. Tous les moyens sont bons : chantage à l'emploi en échange de baisse de salaire, flexibilité et augmentation du temps de travail en échange du maintien de l'emploi. A cela s'ajoutent les secteurs qui sont en surproduction (l'automobile par exemple), conséquence d'une politique patronale délibérée de sous-traitance et de délocalisation à l'étranger qui conduit à plomber les sites en France, comme celui de PSA-Aulnay. Et les ouvrier-e-s ne sont plus les seuls à subir le diktat des capitalistes de la finance : Sanofi, entreprise pharmaceutique qui fait des contrats avec la recherche publique (INSERM, facs de médecine) tout en privilégiant les marchés les plus rentables, entend mettre à la porte 2800 de ses salarié-e-s, principalement des chercheurs et cadres des laboratoires basés sur Toulouse... pour les délocaliser en Inde.

Quelles réponses ?

Face à cette situation qui ne cesse d'empirer depuis le milieu des années 1970, certains entonnent le couplet du repli national, du "produisons français", alors que le véritable problème est l'absence de pouvoir des travailleurs et travailleuses dans les entreprises, quels que soient les secteurs d'activité. Les aberrantes politiques de surproduction, de fuite en avant seraient évitées si l'on changeait les donneurs d'ordre.

Hier, les entreprises étaient entre les

maines de capitalistes industriels qui exploitaient leurs ouvriers. Un capitalisme à « visage humain »... Aujourd'hui, elles sont entre les mains de capitalistes financiers qui délèguent le sale boulot à des directions d'entreprises qui appliquent cyniquement ce que leur demandent les actionnaires.

S'il est déterminant de se battre sans concessions pour le maintien intégral des emplois (ce n'est pas à nous de payer pour augmenter leurs profits!), **il importe de faire grandir dans nos luttes, parmi la population la nécessité que les travailleurs et travailleuses prennent en main l'économie, qu'ils et elles ôtent les pouvoirs dictatoriaux des actionnaires et patrons en socialisant les moyens de production, d'échange et de services. C'est ce que nous défendons : pour sortir de la crise du capitalisme, propriété collective des travailleurs sur l'économie ! Autogestion sociale et économique ! Dehors les parasites patronaux et actionnaires !**

Face à la surproduction, réduisons le temps de travail entre les sites, avec maintien de tous les salaires. Proposons des contre-projets industriels basés sur la satisfaction des besoins de la population et les ressources naturelles locales dans une logique de développement écologique de long terme.

Comment ?

Les salariés en lutte ne doivent pas baisser les bras et se laisser intimider. Rien n'est joué. Les victoires contre les licenciements des fondeurs de la SBFM en Bretagne ou des ouvriers de

Goodyear à Amiens nous rappellent que la lutte paye quand elle est menée résolument et jusqu'au bout.

La légitimité est de notre côté : c'est nous qui faisons tourner les boîtes, c'est à nous de décider.

En ce sens, des droits nouveaux sont à revendiquer en même temps que la défense inconditionnelle de tous les emplois : droit de veto des travailleurs sur les licenciements collectifs, blocage des dividendes des actionnaires, réquisition des entreprises qui ferment.

C'est à nous d'imposer un changement dans ce sens. A peine arrivé au pouvoir, Hollande et sa troupe reviennent sur leurs quelques engagements en nous promettant deux ans d'austérité et en imposant la ratification du Pacte budgétaire européen (TSCG). Tout ça pour payer les créanciers privés qui se sont déjà gavés sur notre dos par des prêts à des taux d'intérêt élevés aux Etats. La situation ne peut donc qu'empirer si on ne réagit pas.

Le capitalisme et tous ceux qui soutiennent ce système vont tout faire pour nous faire payer leur échec.

Par nos luttes, déjouons leur pronostic. Unifions et radicalisons nos moyens d'actions, mettons en avant le seul débat qui vaille : à qui doit revenir le pouvoir dans les entreprises et dans la société ?



Le mensuel disponible en kiosque !

Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire
BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

25 septembre 2012